

Zeitschrift: Bulletin des lois, décrets et ordonnances du canton de Berne
Herausgeber: Chancellerie d'État du canton de Berne
Band: 38 (1899)

Rubrik: Août 1899

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 22.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

16 août
1899.

Règlement des cours agricoles d'hiver de la Rütti, près de Zollikofen.

Le Conseil-exécutif du canton de Berne,

Dans le but de faciliter les études professionnelles des jeunes agriculteurs et de favoriser partout les progrès des méthodes agricoles;

Sur la proposition de la Direction de l'agriculture,

arrête :

Article premier. Les cours agricoles d'hiver institués à la Rütti sont placés sous la surveillance du Conseil-exécutif, de même que sous le contrôle de la Direction cantonale de l'agriculture et de la commission de surveillance de l'école d'agriculture de la Rütti.

La direction administrative des cours est confiée au directeur de l'école théorique et pratique d'agriculture.

Art. 2. Les conditions de l'admission des élèves, les mesures de discipline et l'ordre des cours sont déterminés par le règlement de l'école d'agriculture de la Rütti, pour autant que les dispositions de ce règlement ne sont pas contraires aux prescriptions qui suivent.

Art. 3. Les élèves doivent apporter avec eux un trousseau complet, composé de vêtements propres, et dont l'entretien est à leur charge pendant la durée des cours.

Art. 4. L'enseignement est gratuit. Le logement, le mobilier nécessaire, la lumière et le chauffage sont également fournis sans frais aux élèves des cours.

Art. 5. Les élèves sont entretenus dans l'établissement. Le prix de la pension est de 1 fr. 20 par jour; il se paye par mois et à l'avance, par 36 fr.

Art. 6. L'enseignement théorique des cours agricoles d'hiver se donne d'après le plan d'études de l'école d'agriculture.

L'horaire spécial des leçons est établi chaque année par le directeur, qui le soumet en temps utile à la commission de surveillance pour examen et approbation.

Art. 7. L'enseignement est donné:

- a. par le directeur de l'établissement;
- b. par des maîtres, désignés par la commission de surveillance, de l'école d'agriculture de la Rütti;
- c. par des maîtres externes, qui sont nommés pour la durée d'un an par la Direction de l'agriculture, sur la proposition de la commission de surveillance.

Art. 8. La durée des cours est de quatre mois ou quatre mois et demi au plus. Ils s'ouvrent au commencement de novembre et se terminent en mars au plus tard.

Art. 9. Les études sont divisées en deux cours.

Dans le premier cours seront enseignées principalement les branches accessoires, mathématiques et sciences naturelles, et dans le second les branches agricoles spéciales.

16 août **Art. 10.** Autant que possible, l'enseignement sera
1899. complété par la visite d'exploitations modèles, par des
excursions et des expériences, comme aussi au moyen de
dessins, de modèles, de collections, etc.

Les collections et la bibliothèque de l'école théorique
et pratique d'agriculture de la Rütti peuvent être utilisées
par les élèves des cours d'hiver.

Art. 11. Chaque cours sera clôturé par un examen,
lequel aura lieu en présence des autorités de surveillance.

Art. 12. Le présent règlement, qui abroge celui
du 23 octobre 1895, entre immédiatement en vigueur.
Il sera inséré au Bulletin des lois.

Berne, le 16 août 1899.

Au nom du Conseil-exécutif:

Le Président,
MORGENTHALER.

Le Chancelier,
KISTLER.

Circulaire de la Direction de la police
aux préfets
concernant
les papiers de légitimation des Danois.

29 août
1899.

Monsieur le préfet,

Par note du 23 courant, le consulat du Danemark à Zurich a communiqué au Conseil fédéral une traduction française de la nouvelle *loi danoise sur l'acquisition et la perte de l'indigénat*. Cette loi, entrée en vigueur le 7 avril 1898, consacre des innovations essentielles et dont quelques-unes, notamment celles des articles 1^{er} et 7, sont de nature à intéresser les autorités cantonales et communales suisses.

Le consulat fait remarquer dans sa note que *seul l'acte d'origine établit valablement la nationalité danoise* et que, par conséquent, les autorités de police suisses feront bien dorénavant d'exiger des sujets danois, et dans tous les cas sans exception, la production d'actes d'origine examinés et reconnus, soit légalisés par le consulat du Danemark à Zurich. Le consulat se déclare prêt d'ailleurs, partout où cela serait nécessaire, à venir en aide aux intéressés lorsqu'ils auront à se procurer ces documents.

Nous vous invitons à prendre bonne note de ces communications et à procéder en conséquence. Vous exigerez

29 août donc un acte d'origine régulier, légalisé par le consulat
1899. du Danemark à Zurich, non seulement de tout Danois
requérant à l'avenir le séjour ou l'établissement, mais
aussi de tous les ressortissants danois qui seraient déjà
pourvus de permis de séjour ou d'établissement sans
avoir, jusqu'ici, déposé cet acte établissant seul d'une
manière valable leur nationalité.

Les autorités de police locale, afin de couvrir leur
responsabilité et de préserver les communes de tout
préjudice, se conformeront de leur part aux mêmes
prescriptions. Vous veillerez strictement à ce qu'il en soit
ainsi. Enfin, vous voudrez bien transmettre à chaque
autorité de police locale de votre district, pour sa gouverne,
deux exemplaires de la présente circulaire.

Berne, le 29 août 1899.

Le directeur de la police, ad interim,
K L Ä Y.
